

SECTION I

INSTRUCTIONS AUX SOUMISSIONNAIRES

1. INFORMATIONS POUR LES SOUMISSIONNAIRES

Les soumissionnaires sont invités à soumettre une cotation pour les travaux décrits dans la demande de cotations, en y incluant la section III afférente au Contrat de l'UNOPS pour travaux mineurs, conformément à la présente demande de cotations.

Toute correspondance ou annonce relative à la présente demande de cotations doit être envoyée sur le système eSourcing.

2. INTERPRÉTATION DE L'AO

Le présent AO constitue une invitation à traiter et ne peut être considéré comme constituant une offre susceptible d'être acceptée ou comme créant un quelconque droit contractuel, légal ou à réparation.

Aucun contrat contraignant et, notamment, aucun contrat de procédure ou autre accord ou arrangement n'existera entre le soumissionnaire et l'UNOPS, et l'UNOPS ne pourra pas engager sa responsabilité sur le fondement ou au titre du présent AO tant que le Contrat n'aura pas été signé par l'UNOPS et le soumissionnaire retenu.

3. MODIFICATIONS DE L'AO

Avant la date-limite de dépôt des soumissions, l'UNOPS pourra, de manière discrétionnaire, modifier les documents d'appel d'offres au moyen d'un addendum écrit. Tous les addenda écrits aux documents d'appel d'offres feront partie de l'AO.

Tout avenant à l'appel d'offres de la part de l'UNOPS sera effectué au travers du système eSourcing de l'UNOPS.

Afin de donner aux soumissionnaires le temps nécessaire pour tenir compte d'une telle modification, l'UNOPS pourra repousser la date-limite de dépôt des soumissions en tant que de besoin au regard des circonstances.

4. ADMISSIBILITÉ DES SOUMISSIONNAIRES

Est admise à soumissionner toute entité juridique privée, publique ou gouvernementale ou toute association, y compris toute coentreprise ou tout consortium ayant la capacité juridique de conclure un contrat contraignant avec l'UNOPS.

Sous réserve, le cas échéant, des nationalités énumérées dans les détails de l'appel d'offres figurant dans la section I, les soumissionnaires, ainsi que l'ensemble des parties les constituant, possédant la nationalité de tout pays sont admis à soumissionner.

Un soumissionnaire ne sera pas admis à soumissionner lorsque, au moment du dépôt de sa soumission :

- (i) il aura été suspendu ou exclu par l'UNOPS ou toute autre entité du système des Nations Unies, y compris la Banque mondiale ;

- (ii) il figurera sur la liste des terroristes 1267 de l'ONU qui établit un régime de sanctions à l'encontre de personnes et d'entités liées à Al-Qaïda et/ou aux Talibans ;
- (iii) il n'aura pas participé à une inspection des lieux obligatoire ou à une réunion d'explication obligatoire, le cas échéant, conformément aux articles 9 et 10 ;
ou
- (iv) il ne respectera pas toute autre condition supplémentaire susceptible de figurer dans les détails de l'appel d'offres.

Si un soumissionnaire ne possède pas l'expertise requise pour la fourniture des travaux devant être réalisés aux termes du Contrat, ledit soumissionnaire peut déposer une soumission en partenariat avec d'autres entités, notamment avec une entité du pays dans lequel les travaux doivent être fournis. Une entité ne peut déposer plus d'une soumission en réponse au présent AO, que ce soit seule ou en partenariat avec d'autres entités.

En cas de coentreprise, de consortium ou de partenariat:

- (i) toutes les parties à une telle coentreprise, à un tel consortium ou à un tel partenariat seront solidairement responsables envers l'UNOPS de toute obligation résultant de leur soumission et du Contrat qui pourra leur être attribué au titre du présent AO ;
- (ii) la soumission devra clairement identifier l'entité désignée en qualité d'interlocutrice de l'UNOPS. Ladite entité devra avoir le pouvoir de prendre des décisions liant la coentreprise, le partenariat ou le consortium au cours de la procédure d'appel d'offres et, en cas d'attribution d'un contrat, pendant la durée du contrat ; et
- (iii) la composition ou les statuts de la coentreprise, du consortium ou du partenariat ne pourront pas être modifiée sans le consentement préalable de l'UNOPS.

5. ERREURS OU OMISSIONS

Les soumissionnaires devront immédiatement notifier à l'UNOPS par écrit toute ambiguïté, erreur, omission, contradiction, incohérence ou autre faute figurant dans toute partie de l'AO, en fournissant toutes précisions s'y rapportant.

Les soumissionnaires ne pourront pas bénéficier de telles ambiguïtés, erreurs, omissions, contradictions, incohérences ou autres fautes.

6. RESPONSABILITÉ DES SOUMISSIONNAIRES DE S'INFORMER

Il appartiendra aux soumissionnaires de s'informer dans le cadre de la préparation de leurs soumissions. A cet égard, les soumissionnaires devront veiller :

- (i) à examiner l'ensemble des aspects de l'AO, y compris le Contrat et tous les autres documents inclus ou mentionnés dans le présent AO, et à s'en informer pleinement ;
- (ii) à étudier l'AO afin de s'assurer qu'ils posséderont une copie complète de l'ensemble des documents ;

- (iii) à obtenir et à examiner toutes autres informations utiles au projet et à l'objet des travaux et disponibles sur demande ;
- (iv) à vérifier l'ensemble des assertions, déclarations et informations utiles, y compris celles qui figurent ou sont mentionnées dans l'AO ou qui sont formulées dans le cadre de toute réunion d'explication ou inspection des lieux ou lors de toute discussion avec l'UNOPS, ses employés ou ses agents ;
- (v) à participer à toute réunion d'explication ou inspection des lieux obligatoire aux termes du présent AO ;
- (vi) à pleinement s'informer et s'assurer des exigences de toute autorité compétente et des lois applicables ou susceptibles de s'appliquer à l'avenir à la réalisation des travaux ; et
- (vii) à évaluer par eux-mêmes la nature et l'ampleur du travail nécessaire à la réalisation des travaux et à en tenir dûment compte dans leurs soumissions.

Les soumissionnaires reconnaissent et conviennent que l'AO ne prétend pas contenir l'ensemble des informations utiles relatives aux travaux et qu'il n'est communiqué que sous réserve de l'obligation des soumissionnaires de procéder à leur propre évaluation des éléments de l'AO, ainsi que du Contrat (section III).

Les soumissionnaires reconnaissent que l'UNOPS et ses directeurs, employés et agents ne formulent aucune déclaration ou garantie (expresse ou implicite) concernant l'exactitude, l'actualité ou l'exhaustivité du présent AO ou de toute autre information fournie aux soumissionnaires.

7. CONTRAT DE L'UNOPS POUR TRAVAUX MINEURS

Les soumissionnaires doivent être prêts à signer le Contrat (cf. Section III), sans écart, qualification, avenant, réserve ou exclusion s'ils sont sélectionnés à l'issue de cette demande de cotations.

8. EXPLICATION DE L'AO

Les soumissionnaires peuvent demander des explications au titre de l'AO ou de la procédure d'appel d'offres en soumettant une demande écrite à l'interlocuteur indiqué dans les détails de l'appel d'offres, dans la section I, jusqu'à la date indiquée dans lesdits détails de l'appel d'offres, sachant qu'aucune demande d'explication ne sera ultérieurement acceptée.

L'UNOPS rassemblera l'ensemble des demandes d'explication et pourra y répondre par écrit simultanément. Les réponses aux demandes d'explication seront communiquées directement à l'ensemble des soumissionnaires ayant reçu l'AO de l'UNOPS directement si l'AO n'est pas disponible en ligne et/ou si l'AO est disponible en ligne ou si cela est indiqué dans les détails de l'appel d'offres figurant dans la section I, les réponses seront publiées en ligne sans indication des noms des soumissionnaires ayant soumis les demandes d'explication.

9. REUNION D'EXPLICATION

Sauf instructions contraires écrites de l'UNOPS, une réunion d'explication ne sera organisée que si elle est prévue dans les détails de l'appel d'offres, dans la section I, à la date, au lieu et selon les instructions figurant dans les détails de l'appel d'offres, dans la section Détails de la sollicitation.

S'il est indiqué dans les détails de l'appel d'offres figurant dans la section Détails de la sollicitation qu'une réunion d'explication sera obligatoire, tout soumissionnaire qui n'y participera pas ne pourra plus déposer une soumission au titre du présent AO.

Les noms des représentants des soumissionnaires qui participeront à la réunion d'explication devront être communiqués par écrit par les soumissionnaires à l'interlocuteur désigné au sein de l'UNOPS dont le nom est indiqué dans les détails de l'appel d'offres, dans la section I, y compris le nom complet et les fonctions de chaque représentant, au moins 24 heures avant la tenue de la réunion d'explication.

L'UNOPS ne fournira aucune réponse officielle aux questions des soumissionnaires concernant l'AO ou la procédure d'appel d'offres au cours de la réunion d'explication. Toutes les questions devront être soumises conformément à l'article 8.

La réunion d'explication sera organisée dans le but de fournir des informations générales uniquement. Sans limiter les dispositions de l'article 6, les soumissionnaires ne pourront se fier à aucune information, assertion ou déclaration communiquée lors de la réunion d'explication, à moins qu'une telle information, assertion ou déclaration ne soit confirmée par l'UNOPS par écrit.

L'UNOPS établira un compte rendu de la réunion d'explication et le communiquera par écrit directement à l'ensemble des soumissionnaires ayant reçu les documents d'appel d'offres de l'UNOPS directement si l'AO n'est pas disponible en ligne et/ou si l'AO est disponible en ligne ou si cela est indiqué dans les détails de l'appel d'offres figurant dans la section I, le compte rendu sera publié en ligne sans indication des noms des soumissionnaires ayant participé à la réunion d'explication, peu de temps après ladite réunion.

10. INSPECTION DES LIEUX

Sauf instructions contraires écrites de l'UNOPS, une inspection des lieux ne sera organisée que si elle est prévue dans les détails de l'appel d'offres, dans la section Détails de la sollicitation, à la date, au lieu et selon les instructions figurant dans les détails de l'appel d'offres, dans la section Détails de la sollicitation.

S'il est indiqué dans les détails de l'appel d'offres, dans la section Détails de la sollicitation, qu'une inspection des lieux sera obligatoire, tout soumissionnaire qui n'y participera pas ne pourra plus déposer une soumission au titre du présent AO.

Il appartiendra aux soumissionnaires participant à une inspection des lieux :

- (i) de se procurer et de porter des équipements de protection personnels, y compris, au minimum, des casques de protection, des bottes et des gilets réfléchissant ; et
- (ii) d'obtenir tout visa pouvant être nécessaire pour permettre aux soumissionnaires de participer à une inspection des lieux.

Avant de se rendre à une inspection des lieux, les soumissionnaires devront signer un acte de garantie et de renonciation libérant l'UNOPS de toute responsabilité susceptible de résulter :

- (i) de la perte ou de l'endommagement de tout bien immobilier ou mobilier ;
- (ii) du dommage corporel, de la maladie ou du décès de toute personne ;
- (iii) d'un préjudice ou de frais financiers découlant de ladite inspection des lieux ;
- (iv) du transport organisé par l'UNOPS jusqu'aux lieux (le cas échéant) du fait de tout accident ou acte malveillant d'un tiers.

L'UNOPS ne fournira aucune réponse officielle aux questions des soumissionnaires concernant l'AO ou la procédure d'appel d'offres au cours d'une inspection des lieux. Toutes les questions devront être soumises conformément à l'article 8.

Une inspection des lieux sera organisée dans le but de fournir des informations générales uniquement. Sans limiter les dispositions de l'article 6, les soumissionnaires ne pourront se fier à aucune information, assertion ou déclaration formulée lors d'une inspection des lieux

11. CONTENU DES SOUMISSIONS

Les soumissions ne devront inclure qu'un jeu complet et daté des annexes à renvoyer avec les soumissions, ainsi que les seules informations demandées dans chacune de ces annexes, qu'elles soient fournies dans les annexes elles-mêmes ou annexées à celles-ci, selon le cas, et devront être signées conformément à l'article 18 par une personne habilitée par le soumissionnaire à l'engager. Les annexes à renvoyer avec les soumissions figurent dans la section II.

Les soumissions déposées ne devront inclure que les informations devant être fournies conformément à l'AO.

12. RÉMUNÉRATION COÛTS DES SOUMISSIONS

Les soumissionnaires n'auront droit à aucune rémunération ou indemnité pour la préparation et du dépôt de leurs soumissions.

Les soumissionnaires reconnaissent que leur participation à tout stade de la procédure du présent AO est à leurs propres risques et coûts. L'UNOPS ne pourra être responsable d'aucuns coûts ou frais supportés par les soumissionnaires au titre de la préparation et du dépôt de soumissions ou de leur participation à la procédure d'appel d'offres, y compris dans le cadre de toute réunion d'explication ou inspection des lieux ou des installations.

L'UNOPS ne pourra pas engager sa responsabilité envers les soumissionnaires sur quelque fondement légal, contractuel, quasi-contractuel ou droit à réparation que ce soit, au titre des coûts, frais ou pertes résultant de l'AO ou de leur participation à la procédure d'appel d'offres, y compris si :

- (i) des explications et addenda sont ou ne sont pas fournis aux soumissionnaires ;
- (ii) un soumissionnaire n'est pas sélectionné ou engagé pour réaliser les travaux ;
- (iii) l'UNOPS modifie, supprime, suspend ou reporte tout aspect de la procédure d'appel d'offres ou met en œuvre une autre procédure à sa place ;
- (iv) l'UNOPS choisit de ne pas poursuivre l'AO en tout ou en partie ; ou
- (v) l'UNOPS exerce tout droit prévu par l'AO.

13. PERIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS

Les soumissions doivent demeurer valides et acceptables par l'UNOPS pendant toute la durée déterminée dans les Détails de la sollicitation. Toute soumission assortie d'une durée de validité inférieure sera rejetée.

Avant l'expiration de la durée de validité des soumissions, l'UNOPS pourra demander par écrit aux soumissionnaires de proroger la validité de leurs soumissions, assorties des mêmes conditions. La soumission des soumissionnaires qui refuseront de proroger la validité de leur soumission sera éliminée comme n'étant plus valide.

14. SOUMISSIONS PARTIELLES

Les soumissionnaires devront répondre à l'ensemble des annexes à renvoyer avec les soumissions et devront soumissionner au titre de l'ensemble des tranches des travaux. L'UNOPS n'acceptera AUCUNE soumission portant uniquement sur une ou plusieurs tranches des travaux et aucune soumission ne concernant qu'une partie des travaux ou qu'une partie d'une tranche des travaux.

15. SOUMISSIONS ALTERNATIVES

Les soumissionnaires ne seront pas autorisés à déposer plus d'une offre dans le cadre de cet appel d'offres, sauf dans le cas d'offres alternatives, si elles sont prévues en vertu de la section Détails de la sollicitation. L'UNOPS se réserve le droit d'adjuger un contrat sur la base d'une offre alternative, tant que les conditions pour son acceptation sont remplies.

16. DEVISE(S) DES SOUMISSIONS

Les prix figurant dans chaque soumission devront être libellés dans la ou les devises indiquées dans les détails de l'appel d'offres, dans la section I. S'il y a lieu, aux fins de comparaison et d'évaluation, l'UNOPS convertira les prix des soumissions en USD au taux de change officiel des Nations Unies en vigueur à la date-limite de dépôt des soumissions.

Les prix des soumissions devront être fixes. Les soumissions assorties de prix ajustables seront éliminées.

17. DROITS ET IMPOTS

L'UNOPS est une entité exonérée d'impôt. Toutes les soumissions devront être nettes de tout impôt direct et de tous autres impôts et droits, sauf indication contraire dans les détails de l'appel d'offres, dans la section Détails de la sollicitation.

18. PRESENTATION DES SOUMISSIONS

Les soumissions ne devront contenir aucun interligne, aucune rature et aucune surcharge. Si cela est nécessaire pour corriger des erreurs commises par un soumissionnaire, des corrections manuelles pourront être apportées à la soumission concernée avant son dépôt et/ou la date-limite de dépôt des soumissions. En tout état de cause, de telles corrections devront être paraphées par la ou les personne(s) ayant signé la soumission.

Les soumissions devront être signées par la personne habilitée à cette fin dans l'annexe 1 à renvoyer avec les soumissions – formulaire de soumission (voir la section II). Ladite personne devra être autorisée par le soumissionnaire à l'engager. Une copie de ladite autorisation devra être jointe à la soumission.

19. LANGUE DES SOUMISSIONS

L'ensemble des soumissions, informations, documents et correspondances échangés entre l'UNOPS et les soumissionnaires au titre de la présente procédure d'appel d'offres devront être rédigés dans la langue indiquée dans les détails de l'appel d'offres, dans la section Détails de la sollicitation.

Les documents justificatifs pourront être soumis dans leur langue d'origine. S'il s'agit d'une langue différente de celle qui est indiquée dans les détails de l'appel d'offres, dans la section I, les documents justificatifs devront être accompagnés d'une traduction de leurs passages utiles.

20. DATE-LIMITE DE DEPOT DES SOUMISSIONS

Toutes les soumissions devront être reçues par l'UNOPS au plus tard à l'heure et à la date indiquées dans les détails de l'appel d'offres, dans la section Détails de la sollicitation. Il appartiendra aux soumissionnaires exclusivement de s'assurer que leurs soumissions seront reçues au plus tard à la date de clôture. L'UNOPS pourra rejeter toute soumission reçue postérieurement à la date-limite de dépôt des soumissions.

Les soumissions déposées après la date-limite de dépôt des soumissions seront rejetées.

21. RETRAIT, SUBSTITUTION ET MODIFICATION DES OFFRES

Avant la date-limite de dépôt des soumissions, un soumissionnaire pourra rétracter, remplacer ou modifier sa soumission postérieurement à son dépôt par notification écrite adressée à l'UNOPS. Toutefois, postérieurement à la date-limite de dépôt des soumissions, les soumissions demeureront valides et pourront être acceptées par l'UNOPS pendant toute la durée de validité des soumissions, telle qu'elle pourra être prorogée.

22. DEPOT DES SOUMISSIONS

Toutes les offres devront être soumises au travers du système eSourcing de l'UNOPS. Toute offre soumise de façon non conforme à la présente disposition sera rejetée.

23. OUVERTURE DES SOUMISSIONS

Les soumissions seront ouvertes à la date, au lieu et selon les modalités indiquées dans les détails de l'appel d'offres, dans la section Détails de la sollicitation.

Les soumissionnaires pourront assister à l'ouverture des soumissions. Toutefois, ils ne pourront pas assister à l'évaluation des soumissions.

24. METHODE ET CRITERES D'EVALUATION

Les Offres seront évaluées sur la base de l' « Offre la moins disante conforme pour l'essentiel ».

En premier lieu, les offres seront évaluées en termes de conformité technique sur la base de :

- l'expertise technique et les expériences passées ;
- la sécurité, la qualité et l'assurance ; et
- la capacité, les ressources et le personnel clé.

En second lieu, les offres jugées techniquement conformes seront évaluées en termes de prix et de rapport qualité-prix par l'analyse de tous les coûts, risques et avantages de chaque offre sur l'ensemble du cycle de vie des travaux et dans le contexte du projet dans son ensemble.

L'UNOPS peut exiger des précisions ou plus d'informations de la part des soumissionnaires, par écrit et à tout moment au cours du processus de demande de cotations. La réponse des soumissionnaires ne devra comporter aucune modification portant sur la substance, volet financier compris, de leur cotation. L'UNOPS peut utiliser les informations reçues pour interpréter et évaluer la cotation en question, mais n'est pas obligé d'en tenir compte.

25. AUTRES DROITS DE L'UNOPS

L'UNOPS n'aura aucune obligation d'accepter quelque cotation que ce soit.

L'UNOPS peut, à son entière discrétion, faire ce qui suit :

- (i) réclamer un supplément d'information sur les offres ;
- (ii) modifier la structure et le calendrier de la demande de cotations ;
- (iii) modifier, résilier, suspendre ou remettre à plus tard le processus de demande de cotations ou toute partie ou activité s'y rapportant ;
- (iv) envisager ou accepter ou rejeter toute cotation non conforme ;
- (v) réclamer, assister ou conduire toute inspection de site ou réunion d'information ;
- (vi) demander, assister ou observer tous produits, usines, équipement ou autre démonstration, essai ou test, à condition qu'il soit raisonnable que l'UNOPS le fasse ;
- (vii) abandonner, annuler ou mettre fin de quelque manière que ce soit au processus de demande de cotations, à n'importe quel moment avant la

signature du contrat, sans responsabilité à l'égard des fournisseurs et sans leur donner de préavis ou de justification.

26. RÉCUPÉRATION DES COTATIONS REJETÉES OU NON SÉLECTIONNÉES

L'UNOPS ne retournera aux soumissionnaires aucune cotation rejetée ou non sélectionnée.

27. CONFIDENTIALITÉ

L'ensemble des informations et documents fournis aux soumissionnaires par l'UNOPS devront être considérés comme étant confidentiels par les soumissionnaires et ;

- (i) demeureront la propriété de l'UNOPS ;
- (ii) ne pourront être utilisés à d'autres fins que la préparation d'une soumission ; et
- (iii) devront être immédiatement restitués à l'UNOPS lorsqu'un soumissionnaire décidera de ne pas répondre au présent AO ou lorsque sa soumission aura été rejetée ou n'aura pas été retenue, sous quinze jours à compter de la notification en ce sens de l'UNOPS.

Aucune des informations et aucun des documents fournis aux soumissionnaires par l'UNOPS ne pourront être divulgués aux tiers, sauf :

- (i) avec le consentement préalable et écrit de l'UNOPS ;
- (ii) lorsque le tiers concerné aidera un soumissionnaire à préparer sa soumission, à condition que le soumissionnaire se soit préalablement assuré du respect par ledit tiers de la présente obligation de confidentialité ;
- (iii) si les informations ou les documents concernés sont à l'époque du présent AO légalement en la possession du soumissionnaire par l'intermédiaire d'une autre partie que l'UNOPS ;
- (iv) si la loi l'exige, et à condition que le soumissionnaire ait préalablement informé l'UNOPS par écrit de son obligation de divulguer les informations ou documents concernés ; ou
- (v) si les informations concernées sont accessibles de manière générale et au public, autrement qu'en raison de la violation de leur confidentialité par la personne les recevant.

28. ÉTHIQUE ET PRATIQUES DE CORRUPTION

L'UNOPS exige des soumissionnaires qu'ils respectent les plus hautes normes éthiques tout au long du processus de demande de cotations, ainsi que pour toute la durée du contrat qui pourrait être signé à l'issue du processus. Tous les soumissionnaires doivent donc garantir :

- (i) qu'ils n'ont pas induit obtenu, ou tenté d'obtenir induit, des informations confidentielles relatives au processus de demande de cotations et à tout contrat qui pourrait être signé à son issue ;

- (ii) qu'ils n'ont pas de conflit d'intérêts qui les empêcherait de signer un contrat avec l'UNOPS, et qu'ils n'ont aucun intérêt direct envers d'autres parties impliquées dans ce processus de demande de cotations ou dans le projet qui sous-tend ce processus ;
- (iii) qu'ils n'ont pas eu recours, ou tenté d'avoir recours, à des pratiques de corruption relatives au processus de demandes de cotations ou au contrat qui pourrait être adjugé à son issue. Aux fins de cette disposition, les éléments suivants constituent des pratiques de corruption :
 - subornation : l'acte de proposer, offrir, recevoir ou solliciter toute chose de valeur afin d'influencer le processus d'achats de travaux ou l'exécution des contrats ;
 - extorsion ou coercition : acte consistant à tenter d'influencer le processus d'achat de travaux ou l'exécution de contrats par la menace d'atteinte physique aux personnes, à la propriété ou à la réputation ;
 - fraude : la fausse déclaration d'informations ou de faits dans le but d'influencer le processus d'achats de travaux ou l'exécution des contrats au détriment de l'UNOPS ou des autres participants ; ou
 - collusion : une entente entre offrants visant à présenter des offres à des prix artificiels qui ne sont pas concurrentiels.
- (iv) qu'ils n'ont pas été impliqués dans, et qu'ils n'ont pas financé, directement ou indirectement, des activités terroristes, notamment en base à la liste consolidée d'individus appartenant ou associés à des entités terroristes, créée et mise à jour par la Commission 1267 des Nations Unies.

Dans le cas où un soumissionnaire violerait les affirmations et garanties qui précèdent, l'UNOPS serait en droit de rejeter la cotation de ce soumissionnaire et de mettre fin à tout contrat susceptible d'avoir été signé entre l'UNOPS et ce soumissionnaire en conséquence du présent processus de demande de cotations, immédiatement et sur notification écrite, sans aucune responsabilité pour cause de résiliation ni quelque autre responsabilité de quelque sorte de l'UNOPS. De plus, le soumissionnaire pourrait être forcé de mener des affaires avec l'UNOPS ou tout autre organisme du système des Nations Unies à l'avenir.

29. AUDIT

Tout soumissionnaire participant au processus de demande de cotations doit accepter de coopérer avec le Bureau des services de contrôle interne des Nations Unies, le groupe d'audit interne et des investigations de l'UNOPS ainsi qu'avec tout autre corps d'investigation agréé par la Directrice exécutive et le déontologue de l'UNOPS lorsqu'ils mènent une enquête sur toute allégation d'inconduite, et tout particulièrement sur toute allégation de violation de l'article 21 ci-dessus, dans le cadre de ce processus de demande de cotations ou de l'exécution de tout contrat signé à l'issue du processus.

Dans le cadre de leur coopération avec l'UNOPS, les soumissionnaires doivent donner accès à l'UNOPS, suite à une demande écrite, à tous ses employés, représentants, agents et cessionnaires, ainsi qu'à tous ses documents, dossiers et autres pouvant être exigés dans lors d'une enquête.

Tout manquement du soumissionnaire à se conformer à l'une des affirmations et garanties qui précèdent donnera le droit à l'UNOPS de disqualifier l'offre soumise par ce Soumissionnaire et de résilier le contrat qui aurait été signé en conséquence du présent processus de demande de cotations, immédiatement et sur notification écrite, sans aucune responsabilité pour cause de résiliation ni quelque autre responsabilité de quelque sorte de l'UNOPS. De plus, le soumissionnaire pourrait être forcé de mener des affaires avec l'UNOPS ou tout autre organisme du système des Nations Unies à l'avenir.

30. CONTESTATION DE L'APPEL D'OFFRES

Tout soumissionnaire estimant avoir été traité de manière inéquitable dans le cadre de la présente procédure d'appel d'offres ou de tout contrat susceptible d'être attribué à l'issue de ladite procédure d'appel d'offres pourra déposer une plainte auprès de la directrice du Groupe des achats de l'UNOPS. De plus amples informations concernant la contestation des appels d'offres peuvent être obtenues sur le site Web de l'UNOPS www.unops.org